Entretien de M. Laurent Fabius, ministre des affaires étrangères, avec différents médias, sur la peine de mort dans le monde et sur la situation en Syrie et au Mali, à Madrid le 13 juin 2013.

2013-06-13

Q - Il y a beaucoup de pays qui n'ont pas encore aboli la peine de mort et qui sont présents à ce Congrès. Est-ce que c'est un signe positif pour vous ? Notamment beaucoup de pays d'Afrique.

R - Oui. Parce qu'il y a plusieurs stades. Il y a des pays qui ont pratiqué ce qu'on appelle un moratoire mais qui n'ont pas encore aboli juridiquement la peine de mort. En fait, elle n'est vraiment abolie que lorsqu'il y a un texte d'abolition. Mais cela passe souvent par le premier stade qui est le moratoire. Vous parlez de l'Afrique. C'est vrai qu'il y a eu des progrès en Afrique. C'est quelque chose de réconfortant. En même temps, il faut être honnête, il y a eu des régressions dans certains autres continents. Par exemple, dans les pays arabes, les choses n'avancent pas. Mais c'est aussi cela le sens de ce 5ème Congrès pour l'abolition universelle de la peine de mort. Il faut que non seulement les gouvernements s'engagent mais également les sociétés civiles. Vous avez réuni des gens de tous les continents, extrêmement courageux et des militants qui travaillent pour l'abolition de la peine de mort. En ce qui concerne la France, j'ai fixé à notre diplomatie, comme l'une de ses priorités, le fait qu'il faut expliquer partout pourquoi l'abolition de la peine de mort est nécessaire.

Q - À propos de la Syrie, en parlant des pays arabes, les États-Unis réfléchissent cette semaine à une intervention armée, à une levée de l'embargo sur les armes. Qu'en est-il de la France ?

R - Concernant la Syrie, je me suis entretenu hier avec mon homologue américain, John Kerry. Les États-Unis sont en train de réfléchir à leur attitude en général. Je ne sais pas s'ils décideront la levée de l'embargo, mais il est vrai que la situation sur le terrain se détériore. La ville d'Alep risque d'être menacée et il y a, d'autre part, les preuves que la France a apportées en matière d'armes chimiques. Chacun doit évidemment prendre cela en considération.

Il faut absolument bloquer la possible intervention des troupes de Bachar, des Iraniens et du Hezbollah contre Alep parce que si Alep était prise, cela aurait des conséquences

apocalyptiques sur l'ensemble du Proche et du Moyen-Orient. Cela ne concerne pas simplement la Syrie, cela concerne la Jordanie, le Liban, la Turquie, l'Irak ; cela concerne même, indirectement, Israël.

Q - Vous parliez des preuves. Est-ce que justement ces preuves d'utilisation des gaz sarins notamment à Damas, ont été un élément déclencheur dans la réflexion que mènent actuellement la France et les États-Unis ?

R - En ce qui concerne la France, oui. À partir du moment où nous avons fait des prélèvements, il était normal de les analyser. Et ils ont montré de façon absolument irréfutable qu'il y avait eu l'utilisation du gaz sarin. Nous avons fourni ces éléments aux Nations-Unies, et aux Américains, aux Britanniques et à d'autres. Eux-mêmes ont certainement leurs propres éléments de preuve. Je ne sais pas encore quelle sera la décision des Américains mais ça va compter sûrement dans la décision.

Q - Est-ce que c'est suffisant pour intervenir avant le mois d'août ? Certains disent qu'il sera trop tard.

R - J'ai dit et je le maintiens, que toutes les options sont sur la table. Il faudrait d'abord que les Nations unies puissent envoyer des gens en Syrie. C'est en Syrie que les prélèvements doivent être faits. Et puis nous nous concertons en particulier avec les Britanniques et les Américains et aussi avec un certain nombre de pays arabes, pour décider de ce que nous allons faire. En ce qui concerne la France, nous pensons que non seulement il y a l'aspect humanitaire qui est terrible, mais derrière ce qui se passe en Syrie il y a aussi la question du nucléaire iranien. Et là c'est un argument extrêmement fort. Vous savez que nous refusons que l'Iran ait l'arme atomique parce que ce serait une menace considérable pour la région. L'argument est celui-ci : si les puissances que nous sommes, ne sont pas capables de bloquer l'Iran en Syrie, quelle crédibilité aurons-nous lorsqu'il s'agit de dire à l'Iran, vous n'avez pas le droit à l'arme atomique ? La question est posée.

Q - Concernant le Mali, vous avez parlé tout à l'heure d'un projet d'accord. Est-ce que vous en savez plus ?

R - Oui. C'est un bon projet d'accord en 24 points, extrêmement précis, qui reconnaît l'intégrité et l'unité du Mali ; qui prévoit l'organisation des élections le 28 juillet dans tout le territoire y compris à Kidal ; qui organise le cantonnement puis à terme le désarmement des Touaregs ; qui prévoit aussi qu'après l'élection du président de la République, il y aura des discussions pour prendre en compte la spécificité du Nord. Et actuellement, au moment même où vous m'interrogez, à Bamako, les discussions se prolongent et j'espère qu'on va arriver à une signature, des deux côtés, de ce document parce que si c'est le cas, cela voudra dire qu'on aura tous les éléments pour qu'on établisse la paix et la démocratie.

Q - Une signature rapide ?

R - Nous la souhaitons. L'UE est intervenue en ce sens. D'autres pays également. Nous aussi. Le MNLA, d'après les informations, est prêt à signer. Il y avait quelques éléments à vérifier avec le gouvernement malien. Mais j'ai bon espoir que ça se fasse. Dans tous les cas, je le souhaite.

Source http://www.diplomatie.gouv.fr, le 17 juin 2013

Source : https://www.vie-publique.fr/discours/188212-entretien-de-m-laurent-fabius-ministre-des-affaires-etrangeres-avec-d